

7° Le conseil publiera les relevés de temps d'antenne consacré par chaque service de télévision à caractère national aux différents partis et groupements politiques.

III. - Autres obligations

1° La transmission au conseil des relevés et la conservation des bandes :

a) Les relevés :

La société RFO pour son programme de télévision, la société France 3 et la société M 6, pour leurs programmes régionaux ou locaux, les télévisions locales privées, la société LCI, la société Euronews devront transmettre au conseil les relevés des temps de parole des personnalités politiques à un rythme hebdomadaire.

La société RFO pour son programme de radio, les sociétés Radio France, Europe n° 1, RMC, RTL devront transmettre au conseil les relevés des temps de parole des personnalités politiques à un rythme hebdomadaire. Les autres radios ayant des émissions d'information doivent pouvoir fournir au conseil, sur sa demande, des éléments relatifs aux temps de parole des personnalités politiques sur leur antenne.

b) La conservation des bandes :

Les sociétés France 3, RFO, M 6, pour leurs programmes régionaux ou locaux, les télévisions locales privées, les services locaux du câble, la société LCI et la société Euronews doivent garder à la disposition du Conseil ou d'un correspondant qu'il désignera les bandes visuelles des diverses émissions concernant la campagne électorale.

Les sociétés RFO, Radio France, Europe n° 1, RMC, RTL, les autres radios ayant des émissions d'information doivent garder à la disposition du conseil ou d'un correspondant qu'il désignera les bandes sonores des diverses émissions concernant la campagne électorale.

2° Obligations particulières :

Jusqu'à la date d'ouverture de la campagne électorale officielle, les collaborateurs de l'ensemble des services de télévision et de radiodiffusion sonore qui seraient candidats veillent à ce que leurs éventuelles interventions à l'antenne ou à l'écran ne puissent avoir aucune incidence électorale de nature à porter atteinte à l'égalité des candidats devant les moyens de propagande et donc à la sincérité du scrutin.

Ces mêmes collaborateurs s'abstiennent de paraître à l'antenne ou de s'exprimer sur les ondes dans l'exercice de leur fonction à compter de l'ouverture de la campagne officielle, les services de télévision et de radio ne peuvent plus, sans l'accord du conseil, modifier la programmation annoncée sur la ou les tranches horaires pendant lesquelles sont diffusées ces émissions, ni sur celles encadrant les émissions de la campagne officielle.

Les services de communication audiovisuelle veilleront à ce que l'utilisation qui pourrait être faite d'archives audiovisuelles comportant des images ou paroles de personnalités de la vie publique :

- ne donne pas lieu à des montages ou utilisations susceptibles de déformer le sens initial du document ;
- soit systématiquement assortie de leur source et de leur date.

Dès la publication des résultats du tirage au sort relatif à l'ordre de passage des émissions de la campagne officielle, les services de télévision et de radio ne peuvent plus, sans l'accord du conseil, modifier la programmation annoncée sur la ou les tranches horaires pendant lesquelles sont diffusées ces émissions, ni sur celles encadrant les émissions de la campagne officielle.

La programmation des émissions d'expression directe est suspendue à compter de la publication au *Journal officiel* de la présente recommandation.

Les principes dégagés par la jurisprudence du juge de l'élection doivent être scrupuleusement respectés.

En particulier, la diffusion de propos diffamatoires, mensongers, injurieux ou apportant des éléments nouveaux de polémique électorale à une date ou dans des conditions rendant une réponse impossible ou inopérante est de nature à fausser la sincérité du scrutin et partant à entraîner son annulation.

IV. - Dispositions diverses

L'article 14 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée interdit les émissions publicitaires radiodiffusées ou télévisées à caractère politique.

La rédaction de l'article L. 52-1, premier alinéa, du code électoral, issue de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990, confirme l'interdiction de la propagande électorale par des procédés de publicité commerciale pendant les trois mois précédant le scrutin par tous moyens de communication audiovisuelle.

En application de l'article L. 52-1, deuxième alinéa, du code électoral, aucune campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin.

Conformément à l'article L. 49, alinéa 2, du code électoral, à partir de la veille du scrutin à 0 heure, il est interdit de diffuser ou de faire diffuser, par tout moyen de communication audiovisuelle, tout message ayant le caractère de propagande électorale.

Conformément à l'article L. 52-2 du code électoral, aucun résultat de l'élection, partiel ou définitif, ne peut être communiqué au public, par tout moyen de communication audiovisuelle, avant la fermeture du dernier bureau de vote sur le territoire métropolitain. Il en est de même dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les collectivités territoriales avant la fermeture du dernier bureau de vote dans chacun des départements, territoires et collectivités territoriales concernés.

Conformément à l'article 11 de la loi du 19 juillet 1977 modifiée relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion, la diffusion et le commentaire de tout sondage ayant un rapport direct ou indirect avec une élection sont interdits par quelque moyen que ce soit pendant la semaine qui précède le scrutin ainsi que pendant le déroulement de celui-ci.

Les services de communication audiovisuelle ont l'obligation de mettre en œuvre, le cas échéant, le droit de réponse institué par l'article 6 de la loi du 29 juillet 1982, maintenu en vigueur par la loi du 30 septembre 1986 modifiée susvisée.

Fait à Paris, le 22 avril 1997.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

Le président,

H. BOURGES

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES MARQUISES POUR LE MOIS D'AVRIL 1997

COMMUNE DE NUKU HIVA

Travaux autorisés le 1er avril 1997

PC n° 37-97 MLA.AU.MAR, M. Gendron Raymond, parcelle de la terre Papanui, lot n° 3, sise à Taiohae, modification d'implantation d'une maison d'habitation MTR 54 m2.

Travaux autorisés le 2 avril 1997

PC n° 43-97 MLA.AU.MAR, M. Huukena André, parcelle de la terre Teumiti, lot n° 65, sise à Taiohae, une maison d'habitation ;

PC n° 44-97, Mlle Otto Marie-Noëlle, parcelle d'une terre du domaine public aéroportuaire de Nuku Ataha, une maison d'habitation MTR 54 m2 ;

PC n° 45-97, M. Gendron Louis (fils), parcelle de la terre Papanui, lot n° 717, sise à Taiohae, une maison d'habitation MTR 72 m2 ;

PC n° 46-97, M. Matuaiti Mathieu, parcelle de la terre Taavea, sise à Hatiheu, une maison d'habitation MTR 72 m2 ;

PC n° 47-97, M. Huukena Atonio, parcelle de la terre Paehaa, lot n° 23 A, sise à Taiohae, modification d'une maison d'habitation en bâtiment à usage touristique ;

PC n° 48-97, M. Teautouahaavao Justin, parcelle du lot n° 4 de la terre Haotini-Ahuti, sise à Aakapa, une maison d'habitation MTR 54 m2 ;